



## Annales historiques de la Révolution française

338 | octobre-décembre 2004  
Varia

---

# Rome et la Révolution française. La théologie et la politique du Saint Siège devant la Révolution française (1789-1799)

Philippe Goujard

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1859>

ISSN : 1952-403X

### Éditeur :

Armand Colin, Société des études robespierristes

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2004

Pagination : 164-165

ISSN : 0003-4436

### Référence électronique

Philippe Goujard, « Rome et la Révolution française. La théologie et la politique du Saint Siège devant la Révolution française (1789-1799) », *Annales historiques de la Révolution française* [En ligne], 338 | octobre-décembre 2004, mis en ligne le 22 mars 2006, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ahrf/1859>

---

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

Tous droits réservés

---

# Rome et la Révolution française. La théologie et la politique du Saint Siège devant la Révolution française (1789-1799)

Philippe Goujard

---

## RÉFÉRENCE

Gérard Pelletier, *Rome et la Révolution française. La théologie et la politique du Saint Siège devant la Révolution française (1789-1799)*, Rome, École française de Rome, 2004, 770 p., ISBN 2-7283-0680-X, 66 €.

- 1 S'en étonnera-t-on ? C'est un ouvrage austère, mais riche en informations -on relèvera en particulier la richesse des annexes, dont on peut regretter qu'elles sont en partie inaccessibles aux non-latinisants, une prosopographie des cardinaux et l'impressionnante somme des archives et des ouvrages mis en œuvre- que Gérard Pelletier a consacré à l'étude des relations entre la papauté et la Révolution française, qui va souvent au-delà de ce sujet, déjà vaste.
- 2 Après avoir retracé la carrière d'Angelo Braschi, né dans une famille de petite aristocratie de Romagne, dans la hiérarchie ecclésiastique jusqu'à son élection au pontificat -prenant le nom de Pie VI- à l'âge de 71 ans qu'il portait allègrement, élection par défaut puisque le nouveau pape profita de l'incapacité des puissances à se mettre d'accord sur un même candidat, Gérard Pelletier décrit le fonctionnement de la curie : rôle du Sacré Collège, des congrégations permanentes instituées par Sixte V, et surtout des congrégations particulières, réunions de cardinaux assistés de théologiens, chargées de traiter d'une question spécifiques afin de pallier la lourdeur de la bureaucratie pontificale. Quatre furent consacrées aux affaires de France entre 1790 et 1799.

- 3 Un des mérites insignes de ce travail est de replacer l'affrontement sur la constitution civile du clergé dans le contexte des combats théologiques, ecclésiologiques et politiques qui déchirèrent l'Église catholique ou l'opposèrent à certains souverains dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle. Et ce n'est pas un pape inexpérimenté ou pris au dépourvu qui dut se prononcer devant la constitution civile du clergé. Le pape avait eu à faire face auparavant à des doctrines divergentes dans leur contenu mais qui mettaient toutes en cause la primauté pontificale : réganisme de Joseph II, épiscopalisme des évêques rhénans, jansénisme richériste du synode de Pistoie dans le grand Duché de Toscane tenu à l'initiative de l'évêque Scipione Ricci. Il est significatif que les procédures de condamnation des actes de ce concile et de la constitution civile du clergé furent parallèles et que la bulle *Auctorem fidei* fulminée en 1794 contre le synode toscan reprit des arguments qui avaient soutenu la condamnation de la réforme religieuse votée par la Constituante. La rupture entre Rome et la Constituante était inévitable selon Gérard Pelletier qui étaye son appréciation par des arguments convaincants quand ils ne sont pas inattaquables. Si la lenteur -relative- de la condamnation de la politique religieuse la Constituante s'explique par les pesanteurs bureaucratiques autant que par la crainte d'un schisme, cette décision était obligée. D'abord parce que le texte apparaissait comme le fruit tout à la fois de la « Philosophie » qui semait partout l'impiété et l'esprit de rébellion et du jansénisme. La théologie dénonça en même temps ou alternativement un complot de libre penseurs et un complot janséniste. Surtout, la constitution civile fut rejetée comme hérétique parce qu'elle affirmait et exprimait la prétention du temporel à s'immiscer dans les affaires du spirituel. Aux yeux de Rome, la Constituante n'avait aucune légitimité pour vouloir réformer l'Église, sa structure -redécoupage des circonscriptions diocésaine et son fonctionnement -élection des évêques-. Seul le pape avait tel pouvoir. « L'hérésie n'est pas dans le risque d'une déviation de la foi après une modification de structure mais dans le fait d'opérer des changements de structure » (p. 516). La primauté conférée à la liberté par rapport au devoir d'obéissance religieuse était un autre aspect hérétique de la constitution civile.
- 4 Après cette condamnation, l'attitude de Rome évolua selon la conjoncture, Rome ne cessant de réitérer sa condamnation des jureurs et l'interdiction faite aux fidèles d'en recevoir les sacrements. Mais la papauté sut profiter des circonstances pour affirmer sa primauté sur les évêques réfractaires restés en France ou émigrés qui prétendaient prétendre jouer un rôle autonome. Rome leur fit comprendre que le temps des « libertés gallicanes » était passé et que les évêques n'étaient que des délégués du pape. La méfiance maintenue à l'égard d'un clergé encore récemment gallican persistait et se fit rudement sentir dans le traitement réservé aux prêtres réfractaires émigrés dans les États pontificaux, pratiquement assignés à résidence surveillée dans des convents.
- 5 Après 1793, la papauté parut tomber en léthargie. Elle fut même muette sur les affaires de Vendée, en partie parce que la prise en main par les fidèles de leur vie religieuse pouvait l'inquiéter. Il est vrai que la situation internationale, marquée par les victoires françaises sur des puissances plus sensibles à la défense de leurs intérêts qu'aux appels à la défense de la religion régulièrement lancés par Rome, ne portait pas à l'enthousiasme. La Prusse calviniste puis la catholique Espagne firent leur paix avec la France impie et la captivité de Pie VI n'émut pas grand monde, du moins dans les sphères dirigeantes des pays restés en guerre contre la France.
- 6 Papauté condamnée à l'impuissance pratique mais renforcée en matière doctrinale. En un paradoxe qui n'est qu'apparent puisque la crise fit plus qu'ébranler l'Église de France,

pendant longtemps principale adversaire de la primauté pontificale et fortement influencée par le jansénisme, tandis que le pape mourait prisonnier à Valence, et que les troupes de la Révolution balayaient les monarchies absolues ou les contraignaient à se faire, à plus ou moins long terme, constitutionnelles, la papauté s'affirma, doctrinalement, comme une monarchie absolue, triomphant définitivement du jansénisme et de toutes les théories conciliaristes. Et c'est l'autre mérite de Gérard Pelletier que de montrer que le temps de la Révolution fut aussi le temps d'une nouvelle lecture du pouvoir pontifical par des théologiens tels Critopulo, Zaccaria, Bolgeni et Cappelari - le futur pape Grégoire XVI. Tous affirmèrent le pouvoir absolu du pape, radicalisant la thèse de Bellarmin qui avait vu dans l'Église un monarchie, mais très modérément tempérée d'aristocratie. Rejetant l'argumentation janséniste selon laquelle le temps avait introduit des modifications pernicieuses dans l'Église, ce qui rendait nécessaire le rétablissement de l'Église dans sa primauté primitive, ils soutinrent que le fonctionnement de l'Église était demeuré tel qu'aux premiers âges. Et c'est parce que le saint père était un monarque absolu qu'il était infaillible. Il y eut « un passage entre la dynamique anti-janséniste, restauratrice de la papauté imprimée par Pie VI durant tout son pontificat et la papauté intransigeante du XIXe siècle » (p. 507).

- 7 La Révolution française fut donc aussi à l'origine du concile Vatican I.